



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 69.797/2/V
du 10 août 2021

advies 69.797/2/V
van 10 augustus 2021

sur

over

un projet d'arrêté royal 'portant
diverses mesures en matière de
sélection, de mobilité, de
certification linguistique et de
carrière pécuniaire dans la
fonction publique
administrative fédérale'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'houdende diverse
maatregelen inzake selectie,
mobiliteit, taalcertificering en
geldelijke loopbaan in het
federaal openbaar
administratief ambt'

Le 2 juillet 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 18 août 2021, sur un projet d'arrêté royal 'portant diverses mesures en matière de sélection, de mobilité, de certification linguistique et de carrière pécuniaire dans la fonction publique administrative fédérale'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 10 août 2021. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 août 2021.

*

Op 2 juli 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd tot 18 augustus 2021 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende diverse maatregelen inzake selectie, mobiliteit, taalcertificering en geldelijke loopbaan in het federaal openbaar administratief ambt'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 10 augustus 2021. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Patrick RONVAUX, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 augustus 2021.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Il résulte des pièces du dossier et de l'alinéa 13 du préambule que l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique a été sollicité mais celui-ci n'a pas été transmis à la section de législation.

En application de l'article 61, § 2, des lois 'sur l'emploi des langues en matière administrative', coordonnées le 18 juillet 1966, il s'agit d'une formalité préalable obligatoire pour les articles 11 et 12 du projet.

Il appartient à l'auteur du projet de veiller à l'accomplissement de cette formalité.

2. En vertu de l'article 21, § 3, de l'arrêté royal du 3 avril 1997 'portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions', le projet de statut des membres du personnel occupés par les institutions publiques de sécurité sociale ainsi que toute modification à celui-ci doivent être soumis par le ministre de tutelle à l'avis préalable du Collège des institutions publiques de sécurité sociale.

Étant donné que l'arrêté royal en projet s'applique aux institutions publiques de sécurité sociale (articles 14 à 19 du projet), il y a lieu d'accomplir cette formalité.

Comme en ont convenu les délégués de la Ministre, cette formalité préalable obligatoire sera accomplie et mentionnée au préambule.

3. Il résulte des pièces du dossier que l'auteur du projet a sollicité l'avis de l'Autorité de protection des données.

Celui-ci n'a pas été transmis à la section de législation.

4. Si par suite de l'accomplissement de ces formalités, des modifications devaient encore être apportées à l'arrêté royal en projet, il faudrait à nouveau soumettre les dispositions modifiées à l'avis de la section de législation.

OBSERVATION GÉNÉRALE

De nombreuses dispositions du texte en projet ont pour objet de remplacer la dénomination de « l'Administrateur délégué du Bureau de sélection de l'Administration fédérale (SELOR) » par celle de « Directeur général de la Direction générale Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui ».

Ainsi, le texte en projet procède à ce changement de terminologie non pas dans l'ensemble des arrêtés royaux concernés mais dans certaines dispositions de ceux-ci de telle manière que plusieurs dénominations différentes sont utilisées pour une même fonction dans un même arrêté.

Ainsi, les articles suivants peuvent être cités :

– articles 1^{er}, 2°, 2, 1°, 3, 1°, 2° et 3°, et 4 du projet : il s'agit de modifications aux articles 16, 16bis, 20 et 42 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 'portant le statut des agents de l'État' alors que d'autres articles du même arrêté royal ne sont pas adaptés (voir, notamment, les articles 17, 17bis, 20, §§ 1^{er} et 2, et 20bis, de cet arrêté royal) ;

– article 5 du projet : qui tend à modifier l'article 3 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 'concernant la sélection et la carrière des agents de l'État' alors que l'article 1^{er} du même arrêté royal prévoit que « Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par 'administrateur délégué', l'administrateur délégué de SELOR – Bureau de sélection de l'Administration fédérale » (voir également l'article 2 de cet arrêté royal) ;

– article 11 du projet : il s'agit d'une modification à l'article 3 de l'arrêté royal du 8 mars 2001 'fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966' alors que d'autres dispositions de cet arrêté royal utilisent la terminologie d'« administrateur délégué du Bureau de sélection de l'Administration fédérale » (à titre d'exemples, voir les articles 2 et 4) ;

– articles 14 et 15 du projet : qui tendent à modifier les articles 5 et 8 de l'arrêté royal du 15 janvier 2007 'relatif à la mobilité des agents statutaires dans la fonction publique fédérale administrative' alors que d'autres dispositions de cet arrêté royal maintiennent la terminologie « administrateur délégué de SELOR » (à titre d'exemple, voir l'article 6) ;

– article 19 du projet : qui concerne une modification à l'article 12 de l'arrêté royal du 25 octobre 2013 'relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique fédérale'.

Il en résulte que ces textes feront usage de deux terminologies différentes pour désigner la même fonction.

De deux choses l'une :

– soit l'auteur du texte renonce à cette modification : une telle façon de faire ne pose pas de problème dès lors qu'en application de l'article 5 de l'arrêté royal du 22 février 2017

‘portant création du Service public fédéral Stratégie et Appui’, le directeur général de la Direction générale Recrutement et Développement exerce la fonction de l’administrateur délégué de SELOR – Bureau de sélection de l’administration fédérale ;

– soit l’auteur du texte adapte la terminologie dans l’ensemble des dispositions concernées des arrêtés royaux modifiés par l’arrêté royal en projet.

L’arrêté royal en projet sera revu en conséquence.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Les alinéas premier à 5 mentionnent les différents fondements juridiques du texte en projet.

Le cas échéant, ils seront complétés conformément aux règles de légistique ¹.

2. Un nouvel alinéa sera ajouté au préambule afin de viser l’arrêté royal du 25 avril 2005 ‘fixant les conditions d’engagement par contrat de travail dans certains services publics’ qui est modifié par l’article 13 du projet (chapitre IV du projet) ².

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Interrogés sur l’article 1^{er}, 1^o, du projet, les délégués de la Ministre ont précisé que le texte en projet sera modifié pour donner suite aux remarques formulées lors des négociations syndicales dans la rédaction suivante :

« Dans l’article 16 de l’arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l’État, modifié en dernier lieu par l’arrêté royal du 3 août 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1^o. Le paragraphe 1^{er} est complété par le 7^o rédigé comme suit :

‘7^o ne pas avoir été licencié pour motif grave ou démis d’office de ses fonctions ou révoqué à la suite d’une procédure disciplinaire visée aux articles 77 à 81bis dans le service fédéral recruteur et ce, à dater de 3 ans après la décision de licenciement ou après le prononcé définitif de la peine disciplinaire dans un service de la fonction publique administrative fédérale, telle que définie à l’article 1^{er} de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique’ ».

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 27, c).

² *Ibidem*, onglet « Technique législative », recommandation n° 29.

Cette proposition de texte ne soulève pas d'observation en sorte que l'article 1^{er}, 1^o, du projet sera rédigé en ce sens. Toutefois, afin d'en clarifier la portée précise, le rapport au Roi sera complété sur ce point.

2. L'article 16, §§ 1^{er} et 2, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 dispose :

« § 1^{er}. Nul ne peut être nommé agent de l'État s'il ne remplit les conditions générales d'admissibilité qui suivent :

[...];

6^o être porteur d'un diplôme ou certificat d'études en rapport avec le niveau de la classe ou du grade à conférer selon le tableau annexé au présent arrêté.

§ 2. Dérogation de la condition de diplôme visée au § 1^{er}, 6^o, peut être accordée par le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions :

1^o soit aux candidats porteurs d'un diplôme ou certificat d'études d'un niveau inférieur dans le cas d'une pénurie sur le marché du travail, après avis de l'administrateur délégué du Bureau de sélection de l'Administration fédérale ».

L'article 1^{er}, 2^o, du projet tend à modifier le paragraphe 2, de la manière suivante :

« Une dérogation de la condition de diplôme visée au § 1^{er}, 6^o, est accordée :

1^o soit par le Directeur général Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui, qui fixe annuellement une liste par rôle linguistique des métiers en pénurie sur base des listes établies par les institutions régionales en charge de l'emploi et de la gestion des chômeurs et après une analyse réalisée par le comité scientifique de consultation visée à l'article 3 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'État. Et pour chacun de ces métiers, l'administration concernée peut d'office appliquer la dérogation de diplôme prévue. La liste des métiers en pénurie est transmise à titre d'information aux membres de la commission de concertation relative aux procédures de sélection visée à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 concernant la sélection et la carrière des agents de l'État ».

Dans son avis donné le 12 mai 2021, l'Inspecteur des Finances s'interrogeait sur le texte en projet quant aux aspects suivants :

« • La réglementation actuelle permet l'octroi d'une dérogation aux porteurs d'un diplôme d'un niveau inférieur. La proposition vise à octroyer une dérogation simple à la condition de diplôme, sans que les bénéficiaires soient déterminés. Le champ d'application apparaît donc élargi ;

• Pour la même fonction au sein de l'Administration fédérale, les conditions d'accès pourraient être différentes selon le rôle linguistique si l'emploi est en pénurie dans une région et pas dans l'autre ;

• Quid si un métier est considérée comme en pénurie en Région bruxelloise et pas en Région wallonne ou en région flamande (ou vice-versa) ? Pour les services centraux prendra-t-on en compte la liste de la région Bruxelles-capital ?

• Quels contrôles seront mis en place ? Quelle publicité sera donnée à cette liste ?

• Tous les métiers en pénurie ne peuvent pas être concernés par cette dispense. C'est par exemple le cas pour les métiers nécessitant des diplômes spécifiques tels infirmier ou architecte.

• Le cas échéant, une dérogation à l'obligation de diplôme pourrait-elle être compensée par une expérience professionnelle pertinente ? Dans quels cas ? ».

Eu égard à la pertinence de ces différentes questions, il y a lieu d'encadrer cette dérogation afin d'éviter qu'une compétence trop large soit octroyée en la matière qui permette de contourner la condition générale d'admissibilité de devoir être porteur d'un diplôme ou certificat d'études en rapport avec le niveau de la classe ou du grade à conférer, ce qui serait contraire au principe d'égal accès aux emplois publics garanti notamment par les articles 10 et 11 de la Constitution.

L'article 1^{er}, 2°, du projet sera revu en conséquence.

3. L'article 16, §§ 1^{er} et 2, alinéa 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, en projet, prévoit que :

« § 1^{er}. Nul ne peut être nommé agent de l'État s'il ne remplit les conditions générales d'admissibilité qui suivent :

[...] ;

6° être porteur d'un diplôme ou certificat d'études en rapport avec le niveau de la classe ou du grade à conférer selon le tableau annexé au présent arrêté.

§ 2. – Une dérogation de la condition de diplôme visée au § 1^{er}, 6°, est accordée :

[...] ;

2° soit, par le Directeur général Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui sur proposition du président du comité de direction, aux candidats porteurs d'un certificat de compétences génériques acquises hors diplôme donnant accès au niveau où se situe le grade ou la classe à laquelle appartient la fonction pour laquelle la sélection est organisée. Ce certificat est délivré par la Direction générale Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui et sa durée de validité est fixée à cinq ans à dater de sa délivrance ».

L'article 16, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, en projet a pour effet que la dérogation sera octroyée par le directeur général Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui aux porteurs d'un certificat qui est lui-même délivré par la Direction générale (lire : le directeur général) Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui. Ce double rôle pose problème.

Auparavant, cette dérogation à la condition de diplôme instaurée par l'article 16, § 1^{er}, 6°, était octroyée par le ministre ce qui constituait à tout le moins une garantie importante, au regard du principe d'égalité et de non-discrimination, en ce compris du principe d'égal accès aux emplois publics, pour déroger à une telle condition.

L'article 1^{er}, 2°, du projet sera revu en conséquence.

Article 2

1. L'article 2, 1^o, du projet aura pour effet que la publication des annonces relatives à l'organisation des sélections comparatives ne sera plus systématiquement réalisée d'office par le biais d'un avis au *Moniteur belge* mais au moins par une publication sur le site internet du SPF Stratégie et Appui (article 16bis, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, en projet).

Selon le rapport au Roi,

« En ce qui concerne les offres d'emploi publiées, le SPF BOSA garantit que les dernières sélections sont annoncées de manière visible et qu'une archive est maintenue sur le site web. En effet, la publication au *Moniteur belge* constitue une étape supplémentaire dans la procédure et allonge donc le processus de sélection. En outre, depuis de nombreuses années, la procédure de sélection est également publiée sur un site internet plus fréquemment consulté que le *Moniteur belge* en ce qui concerne les sélections. L'égalité d'accès à l'information est donc garantie de la même manière que ce soit sur un site ou un autre ».

La publication des annonces relatives à l'organisation des sélections comparatives constitue le point de départ de la procédure d'accès aux emplois publics. Or, la publication sur le site internet qui est prévue par le texte en projet ne permet pas de garantir une date officielle pour faire courir le délai d'inscription contrairement au site du *Moniteur belge* qui est un site officiel.

En la matière, les articles 10 et 11 de la Constitution garantissent un égal accès aux emplois publics.

Si une publication sur un site internet, que ce soit celui du *Moniteur belge* ou celui d'un SPF, favorise l'accès à l'information ³, il reste que la procédure de publication au *Moniteur belge* est régie par les articles 472 à 478 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, tel que modifiés par la loi du 20 juillet 2005 ⁴, ainsi que par les articles 1^{er} et 2 de l'arrêté royal du 27 septembre 2005 'portant des mesures visant à assurer la diffusion et l'accès aux informations contenues dans le *Moniteur belge*'. Étant donné que la publication au *Moniteur belge*, qui est régie par ces dispositions légales et réglementaires, permet à la généralité des citoyens de prendre connaissance des annonces relatives à l'organisation des sélections comparatives avec certaines garanties, elle participe à un égal accès aux emplois publics tel que ce principe est notamment consacré par les articles 10 et 11 de la Constitution.

L'article 2, 1^o, du projet sera revu en conséquence.

2. Comme en ont convenu les délégués de la Ministre, il y a uniquement lieu d'abroger, dans la version française de l'article 2, 2^o, du projet, les mots « et l'importance ».

³ C.C., 16 juin 2004, n° 106/2004, spéc. B.21.

⁴ C.C., 17 janvier 2007, n° 10/2007, spéc. B. 11 à B.14.1.

3. Dans l'article 2, 3°, du projet, il est question de « jours calendrier ». Cette notion ne recevant aucune qualification juridique précise, il y a lieu d'écrire « jours ». En outre, il y a lieu d'harmoniser également les termes utilisés dans la disposition en projet puisque celle-ci utilise, dans sa version française, également l'expression « jours civils ».

4. En application de l'article 2, 3°, du projet, le délai minimum pour se porter candidat à une sélection comparative est réduit de quatorze jours à un minimum de sept jours dans deux hypothèses : lorsque l'appel vise des fonctions qui, compte tenu du marché du travail, exigent une action rapide ou si des sélections antérieures justifient qu'un nombre suffisant de candidats sera enregistré dans le délai de sept jours.

La première hypothèse ne pose pas de problème. La seconde hypothèse a pour objectif de réduire le délai raisonnable entre la vacance d'emploi et la date ultime de candidature dans le seul but de diminuer le nombre de candidats potentiels. Un tel objectif n'est pas admissible puisqu'il entre en contraction avec le principe d'égal accès aux emplois publics.

En tout état de cause, il convient d'également justifier, dans le rapport au Roi, les différentes hypothèses relatives au délai dérogatoire envisagé.

Article 3

L'article 3, 1°, du projet tend à insérer un paragraphe 2*bis* dans l'article 20 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 pour élargir les dispenses à certaines épreuves d'un module pour autant que ces épreuves soient écrites ou informatisées et qu'elles ne soient qu'éliminatoires.

L'auteur du texte vérifiera s'il n'y pas lieu de prévoir la même durée de validité pour cette nouvelle possibilité de dispense que celle qui est prévue à l'article 20, § 2, du même arrêté royal pour la dispense relative au module.

Article 4

1. Comme en ont convenu les délégués de la Ministre, l'article 4 du projet ne comporte qu'une seule modification. Il sera rédigé en ce sens et l'énumération « 1° » sera omise.

2. La portée de l'article 4 du projet est uniquement de prévoir une délégation de signature⁵. Celle-ci est dès lors admissible.

⁵ P. GOFFAUX, « Dictionnaire de droit administratif », Bruylant, 2015, pp. 210 à 215.

Article 5

1. En ce qui concerne l'article 3, § 1^{er}, alinéa 4, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 en projet (publication de l'appel à candidats pour le comité scientifique de consultation), il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 2, 1^o, du projet.

2. Il y a lieu de charger un membre de la direction, comme le directeur général par exemple ⁶ et non la direction elle-même, de soumettre à l'analyse du comité scientifique de consultation un rapport sur la qualité du service et le traitement des plaintes.

L'article 3, § 4, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 en projet sera revu en ce sens.

3. Aux termes de l'article 3, § 9, en projet, l'obtention du jeton de présence est soumise à « l'accord du Directeur général de la Direction générale Recrutement et Développement ». En l'absence de précisions dans le projet, la section de législation n'aperçoit pas quel critère le directeur général mettra en œuvre pour exercer la compétence que le projet lui donne. Cette indétermination est susceptible de générer des questions liées au respect du principe d'égalité. Il y a par conséquent lieu de mentionner dans le projet les critères que le directeur général prendra en compte pour accorder ou non un jeton de présence. À défaut, les mots « , après accord du Directeur général de la Direction générale Recrutement et développement, » seront omis.

Articles 11 et 12

1. L'article 11, 1^o, du projet tend à remplacer l'article 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 8 mars 2001 qui est relatif aux jurys.

Il est ainsi prévu que « [l]es jurys des examens linguistiques siègent sous la présidence du Directeur général Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui ou de son délégué, qui peut être un membre du personnel de sa direction générale ou un expert externe visé à l'article 4, § 2, alinéa 1^{er}, 3^{ème} tiret. Le président a voix délibérative. En cas de parité des voix, sa voix est prépondérante ».

Pour rappel ⁷, la délégation est une technique qui consiste, pour une autorité administrative (le délégant), à déléguer une partie de sa compétence (de décision) à une autorité qui lui est hiérarchiquement subordonnée (le délégataire). dérogeant au principe de l'indisponibilité des compétences et de l'unité du pouvoir exécutif, la délégation de compétence est d'interprétation restrictive et ne peut dès lors intervenir que dans des conditions strictes. À fortiori, tel est le cas dans l'hypothèse d'une subdélégation.

⁶ Sous réserve de l'observation générale.

⁷ P. GOFFAUX, *op. cit.*, pp. 202 à 210.

L'article 11, 1°, du projet ne peut dès lors prévoir que la présidence des jurys soit déléguée par le directeur général Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui à des experts externes.

L'article 11, 1°, du projet sera revu en conséquence.

2. Il résulte de l'observation formulée ci-avant qu'il y a lieu, par voie de conséquence, de revoir l'article 12 du projet puisque ce dernier contient le montant de l'allocation horaire des « présidents externes ».

3. Dans l'article 4bis, alinéa 5, en projet (article 12 du projet), il y a lieu de remplacer à chaque fois le signe « § » par le mot « alinéa ».

Article 13

Dans l'article 13 du projet, qui tend à remplacer l'article 2, alinéa 1^{er}, 1°, de l'arrêté royal du 25 avril 2005, il y a lieu d'écrire « remplir les conditions fixées à l'article 16, § 1^{er}, ... (la suite comme au projet) ».

Article 15

L'article 15 du projet tend à remplacer l'article 8 de l'arrêté royal du 25 avril 2005.

La disposition en projet prévoit que la décision soit motivée. La règle prévoyant que la décision doit être motivée revient à réitérer ce qui découle déjà de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs'. Cette exigence est par conséquent superflue et sera omise.

Article 20

L'article 20 du projet prévoit que l'article 3, 1°, du projet entre en vigueur un an après l'entrée en vigueur de l'arrêté royal en projet.

Le rapport au Roi sera complété sur ce point en expliquant la raison de cette entrée en vigueur spécifique.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Uit de stukken van het dossier en uit het dertiende lid van de aanhef blijkt dat het advies van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht aangevraagd is, maar dat advies is niet overgezonden aan de afdeling Wetgeving.

Krachtens artikel 61, § 2, van de wetten ‘op het gebruik van de talen in bestuurszaken’, gecoördineerd op 18 juli 1966, is dat advies een verplicht voorafgaand vormvereiste voor de artikelen 11 en 12 van het ontwerp.

De steller van het ontwerp dient erop toe te zien dat dit vormvereiste vervuld wordt.

2. Krachtens artikel 21, § 3, van het koninklijk besluit van 3 april 1997 ‘houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels’ dienen het ontwerp van het statuut van de personeelsleden in dienst van de openbare instellingen van sociale zekerheid en elke wijziging ervan door de voogdijminister om voorafgaandelijk advies voorgelegd te worden aan het College van de Openbare Instellingen van Sociale Zekerheid.

Aangezien het ontworpen koninklijk besluit ook van toepassing is op de openbare instellingen van sociale zekerheid (artikelen 14 tot 19 van het ontwerp), dient dat vormvereiste vervuld te worden.

De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat dit verplicht voorafgaand vormvereiste vervuld moet worden en dat het vervullen ervan in de aanhef vermeld dient te worden.

3. Uit de stukken van het dossier blijkt dat de steller van het ontwerp het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit aangevraagd heeft.

Dat advies is niet overgezonden aan de afdeling Wetgeving.

4. Indien naar aanleiding van het vervullen van die vormvereisten in het ontworpen koninklijk besluit nog wijzigingen aangebracht zouden worden, zouden de gewijzigde bepalingen nogmaals om advies aan de afdeling Wetgeving voorgelegd moeten worden.

ALGEMENE OPMERKING

Talrijke bepalingen van de ontworpen tekst vervangen de benaming “afgevaardigd bestuurder van het Selectiebureau van de Federale Overheid (SELOR)” door de benaming “directeur-generaal van het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning”.

Aldus wordt bij de ontworpen tekst de terminologie gewijzigd, doch niet in alle koninklijke besluiten, maar in sommige bepalingen ervan, wat ertoe leidt dat in eenzelfde besluit voor eenzelfde functie uiteenlopende benamingen gebruikt worden.

Zo kunnen de volgende artikelen aangehaald worden:

– de artikelen 1, 2°, 2, 1°, 3, 1°, 2° en 3°, en 4 van het ontwerp: daarbij worden wijzigingen aangebracht in de artikelen 16, 16bis, 20 en 42 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 ‘houdende het statuut van het Rijkspersoneel’, terwijl andere artikelen van datzelfde koninklijk besluit niet aangepast worden (zie, inzonderheid de artikelen 17, 17bis, 20, §§ 1 en 2, en 20bis, van dat koninklijk besluit);

– artikel 5 van het ontwerp, dat strekt tot wijziging van artikel 3 van het koninklijk besluit van 22 december 2000 ‘betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel’, terwijl artikel 1 van datzelfde koninklijk besluit als volgt luidt: “Voor de toepassing van dit besluit dient onder ‘afgevaardigd bestuurder’, de afgevaardigd bestuurder van SELOR - Selectiebureau van de federale Overheid te worden verstaan.” (zie eveneens artikel 2 van dat koninklijk besluit);

– artikel 11 van het ontwerp: daarbij wordt een wijziging aangebracht in artikel 3 van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 ‘tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken samengevat op 18 juli 1966’, terwijl in andere bepalingen van dat koninklijk besluit gewerkt wordt met de benaming “Afgevaardigd bestuurder van het Selectiebureau van de Federale Overheid” (zie bijvoorbeeld de artikelen 2 en 4);

– de artikelen 14 en 15 van het ontwerp, die strekken tot wijziging van de artikelen 5 en 8 van het koninklijk besluit van 15 januari 2007 ‘betreffende de mobiliteit van de statutaire ambtenaren in het federaal administratief openbaar ambt’, terwijl in andere bepalingen van dat koninklijk besluit vastgehouden wordt aan de benaming “afgevaardigd bestuurder van SELOR” (zie bijvoorbeeld artikel 6);

– artikel 19 van het ontwerp, waarbij een wijziging aangebracht wordt in artikel 12 van het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 ‘betreffende de geldelijke loopbaan van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt’.

Een en ander leidt ertoe dat in die teksten twee verschillende benamingen gebruikt zullen worden om dezelfde functie aan te duiden.

Het is echter van tweeën één:

– ofwel ziet de steller van de tekst af van die wijziging: aldus te werk gaan, doet geen probleem rijzen, aangezien de functie van Afgevaardigd Bestuurder van SELOR - Selectiebureau van de Federale Overheid met toepassing van artikel 5 van het koninklijk besluit van 22 februari 2017 ‘houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning’ uitgeoefend wordt door de directeur-generaal van het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling;

– ofwel past de steller van de tekst de benaming aan in alle betrokken bepalingen van de koninklijke besluiten die bij het ontworpen koninklijk besluit gewijzigd worden.

Het ontworpen koninklijk besluit moet dienovereenkomstig herzien worden.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In het eerste tot het vijfde lid worden de onderscheiden rechtsgronden van de ontworpen tekst vermeld.

In voorkomend geval moeten die leden aangevuld worden overeenkomstig de regels van de wetgevingstechniek.¹

2. Aan de aanhef moet een nieuw lid toegevoegd worden teneinde te verwijzen naar het koninklijk besluit van 25 april 2005 ‘tot vaststelling van de voorwaarden voor de indienstneming bij arbeidsovereenkomst in sommige overheidsdiensten’, dat gewijzigd wordt bij artikel 13 van het ontwerp (hoofdstuk IV van het ontwerp).²

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. Naar aanleiding van een vraag betreffende artikel 1, 1°, van het ontwerp hebben de gemachtigden van de Minister te kennen gegeven dat de ontworpen tekst de volgende nieuwe

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 27, c).

² *Ibidem*, tab “Wetgevingstechniek », aanbeveling 29.

redactie zal krijgen om gevolg te geven aan de opmerkingen die tijdens de onderhandelingen met de vakbonden gemaakt zijn:

“In artikel 16 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 augustus 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1°. Paragraaf 1 wordt aangevuld met de bepaling onder 7°, luidende:

‘7° in de federale dienst die hem in dienst wenst te nemen niet ontslagen zijn geweest om dringende reden of ambtshalve ontslagen zijn geweest uit zijn ambt of afgezet zijn geweest ten gevolge van een tuchtprocedure bedoeld in de artikelen 77 tot 81bis en dit, te rekenen vanaf 3 jaar na de ontslagbeslissing of na de definitieve uitspraak van de tuchtstraf in een dienst van het federaal administratief openbaar ambt, zoals bepaald in artikel 1 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken’.”

Dit tekstvoorstel geeft geen aanleiding tot opmerkingen, zodat artikel 1, 1°, van het ontwerp in die zin gesteld moet worden. Om de precieze draagwijdte van die bepaling te verduidelijken, zou het verslag aan de Koning evenwel op dit punt aangevuld moeten worden.

2. Artikel 16, §§ 1 en 2, eerste lid, 1°, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 luidt als volgt:

“§ 1. Niemand kan tot Rijksambtenaar worden benoemd indien hij niet voldoet aan de hierna volgende algemene toelaatbaarheidsvereisten:

(...);

6° houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat overeenkomt met het niveau van de te verlenen klasse of graad, volgens de bij dit besluit gevoegde tabel.

§ 2. Afwijking van de in de eerste paragraaf, 6°, bedoelde diplomavorwaarde kan door de Minister tot wiens bevoegdheid Ambtenarenzaken behoort worden toegestaan:

1° hetzij voor de kandidaten die houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift van een lager niveau, in geval van schaarste op de arbeidsmarkt, na advies van de afgevaardigd bestuurder van het Selectiebureau van de Federale Overheid.”

Artikel 1, 2°, van het ontwerp strekt ertoe die paragraaf 2 te vervangen als volgt:

“Er wordt een afwijking van de diplomavorwaarde bedoeld in § 1, 6°, toegestaan:

1° ofwel door de directeur-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning, die jaarlijks per taalrol een lijst met knelpuntberoepen vaststelt op basis van de lijsten opgesteld door de gewestelijke instellingen voor tewerkstelling en beheer van werklozen en na een analyse uitgevoerd door het wetenschappelijk adviescomité bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel. Voor elk van deze beroepen kan de betrokken administratie ambtshalve de voorziene diploma-afwijking toepassen. De lijst met knelpuntberoepen wordt ter informatie bezorgd aan de leden van de overlegcommissie voor de selectieprocedures bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de selectie en de loopbaan van het rijkspersoneel (...).”

In zijn advies d.d. 12 mei 2021 heeft de inspecteur van Financiën zich bij de ontworpen tekst vragen gesteld aangaande de volgende aspecten ervan:

“• La réglementation actuelle permet l’octroi d’une dérogation aux porteurs d’un diplôme d’un niveau inférieur. La proposition vise à octroyer une dérogation simple à la condition de diplôme, sans que les bénéficiaires soient déterminés. Le champ d’application apparaît donc élargi ;

• Pour la même fonction au sein de l’Administration fédérale, les conditions d’accès pourraient être différentes selon le rôle linguistique si l’emploi est en pénurie dans une région et pas dans l’autre ;

• Quid si un métier est considérée comme en pénurie en Région bruxelloise et pas en Région wallonne ou en région flamande (ou vice-versa) ? Pour les services centraux prendra-t-on en compte la liste de la région Bruxelles-capitale ?

• Quels contrôles seront mis en place ? Quelle publicité sera donnée à cette liste ?

• Tous les métiers en pénurie ne peuvent pas être concernés par cette dispense. C’est par exemple le cas pour les métiers nécessitant des diplômes spécifiques tels infirmier ou architecte.

• Le cas échant, une dérogation à l’obligation de diplôme pourrait-elle être compensée par une expérience professionnelle pertinente ? Dans quels cas ?”

Aangezien al deze vragen pertinent zijn, dient die afwijking afgebakend te worden om te vermijden dat ter zake een te ruime bevoegdheid toegekend zou worden die de mogelijkheid zou bieden tot het omzeilen van het algemeen toelaatbaarheidsvereiste houder te zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat overeenkomt met het niveau van de te verlenen klasse of graad, wat in strijd zou zijn met het beginsel van de gelijke toelaatbaarheid tot de openbare ambten dat onder meer verankerd is in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Artikel 1, 2°, van het ontwerp moet dienovereenkomstig herzien worden.

3. Het ontworpen artikel 16, §§ 1 en 2, eerste lid, 2°, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 luidt als volgt:

“§ 1. Niemand kan tot Rijksambtenaar worden benoemd indien hij niet voldoet aan de hierna volgende algemene toelaatbaarheidsvereisten:

(...);

6° houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat overeenkomt met het niveau van de te verlenen klasse of graad, volgens de bij dit besluit gevoegde tabel.

§ 2. – Er wordt een afwijking van de diplomavorwaarde bedoeld in § 1, 6°, toegestaan:

(...);

2° ofwel door de directeur-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning op voorstel van de voorzitter van het directiecomité, aan de kandidaten die houder zijn van een getuigschrift van generieke competenties verworven buiten diploma, dat toegang geeft tot het niveau waarop zich de graad of de klasse bevindt waartoe de functie waarvoor de selectie wordt georganiseerd behoort. Dit getuigschrift wordt uitgereikt door het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning en de

geldigheidsduur ervan wordt vastgesteld op vijf jaar, te rekenen vanaf de uitreiking ervan.”

Het ontworpen artikel 16, § 2, eerste lid, 2°, heeft tot gevolg dat de afwijking door de directeur-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning wordt toegestaan aan de houders van een getuigschrift dat op zijn beurt wordt afgeleverd door het directoraat-generaal (lees: de directeur-generaal) Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning. Die dubbele rol is problematisch.

Voorheen was het de minister die deze afwijking van de bij artikel 16, § 1, 6°, ingevoerde diplomavooraarde toekende, zodat de afwijking van een dergelijk vereiste op zijn minst een belangrijke waarborg inhield in het licht van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie, met inbegrip van het beginsel van de gelijke toegang tot de openbare ambten.

Artikel 1, 2°, van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 2

1. Artikel 2, 1°, van het ontwerp zal tot gevolg hebben dat de organisatie van de vergelijkende selecties niet meer altijd automatisch zal worden bekendgemaakt via een bericht in het *Belgisch Staatsblad*, maar op zijn minst via een bekendmaking op de website van de FOD Beleid en Ondersteuning (ontworpen artikel 16bis, eerste lid, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937).

In het verslag aan de Koning staat het volgende:

“Voor wat betreft de gepubliceerde vacatures, garandeert FOD BOSA dat de nieuwste selecties zichtbaar aangekondigd worden en dat er een archief wordt bijgehouden op de website. De publicatie in het *Belgisch Staatsblad* is een extra stap in de procedure en zorgt er dus voor dat de doorlooptijd van de selectie langer is. Daarenboven wordt er reeds [jarenlang] sowieso ook op een website gepubliceerd die frequenter wordt geraadpleegd dan het *Belgisch Staatsblad* voor wat betreft selecties. De gelijke toegang tot informatie is dus op dezelfde manier gewaarborgd, of dit nu op de ene of op de andere website is.”

De bekendmaking van de organisatie van de vergelijkende selecties vormt het beginpunt van de procedure voor de toegang tot de openbare ambten. De bekendmaking op de website waarin de ontworpen tekst voorziet, kan echter geen officiële startdatum van de inschrijvingstermijn garanderen, in tegenstelling tot de website van het *Belgisch Staatsblad*, die een officiële website is.

De artikelen 10 en 11 van de Grondwet waarborgen dienaangaande een gelijke toegang tot de openbare ambten.

Hoewel een bekendmaking op een internetsite, ongeacht of het gaat om die van het *Belgisch Staatsblad* of die van een FOD, de toegang tot informatie bevordert,³ neemt dit niet weg dat de procedure van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* wordt geregeld door de artikelen 472 tot 478 van de programmawet (I) van 24 december 2002, zoals gewijzigd bij de wet van 20 juli 2005,⁴ en door de artikelen 1 en 2 van het koninklijk besluit van 27 september 2005 ‘houdende maatregelen inzake het verzekeren van de verspreiding van en de toegang tot de inhoud van het *Belgisch Staatsblad*’. Aangezien de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, die door die wettelijke en verordenende bepalingen wordt geregeld, de overgrote meerderheid van de burgers toelaat om kennis te nemen van de aankondigingen betreffende de organisatie van de vergelijkende selecties met bepaalde garanties, draagt ze bij aan een gelijke toegang tot de openbare ambten zoals dat beginsel is vastgelegd in met name de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Artikel 2, 1°, van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien.

2. De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat in de Franse tekst van artikel 2, 2°, van het ontwerp alleen de woorden “et l’importance” dienen te worden geschrapt.

3. In artikel 2, 3°, van het ontwerp is er sprake van “kalenderdagen”. Aangezien dat begrip in juridisch opzicht nergens duidelijk wordt omschreven, dient men “dagen” te schrijven. Voorts dienen ook de termen die in de Franse tekst van de ontworpen bepaling voorkomen, op elkaar te worden afgestemd, aangezien daar tevens de uitdrukking “jours civils” wordt gebruikt.

4. Met toepassing van artikel 2, 3°, van het ontwerp wordt de minimumtermijn om zich voor een vergelijkende selectie kandidaat te stellen, in twee gevallen van veertien dagen op minimum zeven dagen teruggebracht, namelijk als de oproep op functies slaat die het gezien de arbeidsmarkt noodzakelijk maken om snel te handelen, of als op grond van voorgaande selecties kan worden aangenomen dat er binnen de termijn van zeven dagen voldoende kandidaten ingeschreven zullen zijn.

Het eerste geval levert geen probleem op. Het tweede geval is erop gericht de redelijke termijn tussen de vacature en de uiterste datum van kandidaatstelling te verkorten met als enige doel het aantal potentiële kandidaten te verminderen. Een dergelijke doelstelling is onaanvaardbaar daar ze in strijd is met het beginsel van gelijke toegang tot de openbare ambten.

De verschillende gevallen waarin de beoogde afwijkende termijn geldt, dienen hoe dan ook tevens te worden verantwoord in het verslag aan de Koning.

Artikel 3

Artikel 3, 1°, van het ontwerp strekt ertoe in artikel 20 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 een paragraaf 2bis in te voegen om de vrijstellingen uit te breiden tot

³ GwH 16 juni 2004, nr. 106/2004, inzonderheid B.21.

⁴ GwH 17 januari 2007, nr. 10/2007, inzonderheid B.11 tot B.14.1.

bepaalde proeven van een module, op voorwaarde dat die proeven schriftelijk of computergestuurd zijn en enkel eliminerend zijn.

De steller van de tekst moet nagaan of voor die nieuwe vrijstellingsmogelijkheid ook niet in dezelfde geldigheidsduur dient te worden voorzien als die waarin artikel 20, § 2, van hetzelfde koninklijk besluit voorziet voor de vrijstelling met betrekking tot de module.

Artikel 4

1. Zoals de gemachtigden van de minister hebben beaamd, bevat artikel 4 van het ontwerp slechts één enkele wijziging. Het moet in die zin worden geredigeerd en het opsommingsteken “1°” moet worden weggelaten.

2. De bedoeling van artikel 4 van het ontwerp is enkel dat wordt voorzien in een ondertekeningsbevoegdheid.⁵ Die is bijgevolg toelaatbaar.

Artikel 5

1. Wat betreft het ontworpen artikel 3, § 1, vierde lid, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 (bekendmaking van de oproep tot kandidaten voor het wetenschappelijk adviescomité), wordt verwezen naar de opmerking gemaakt over artikel 2, 1°, van het ontwerp.

2. Men dient een lid van de directie, bijvoorbeeld de directeur-generaal,⁶ en niet de directie zelf ermee te belasten een verslag over de kwaliteit van de dienstverlening en de klachtenbehandeling ter analyse voor te leggen aan het wetenschappelijk adviescomité.

Het ontworpen artikel 3, § 4, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 moet in die zin worden herzien.

3. Luidens het ontworpen artikel 3, § 9, is het ontvangen van presentiegeld afhankelijk van “het akkoord van de directeur-generaal van het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling”. Aangezien in het ontwerp daarover verder niets meer wordt gepreciseerd, is het de afdeling Wetgeving niet duidelijk welk criterium de directeur-generaal moet hanteren bij het uitoefenen van de bevoegdheid die hem in het ontwerp wordt verleend. Die vaagheid kan vragen doen rijzen in verband met de inachtneming van het gelijkheidsbeginsel. Daarom dienen in het ontwerp de criteria te worden vermeld die de directeur-generaal in aanmerking moet nemen om al dan niet presentiegeld toe te kennen. Zo niet moeten de woorden “, na het akkoord van de directeur-generaal van het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling,” worden weggelaten.

⁵ P. GOFFAUX, *Dictionnaire de droit administratif*, Bruylant, 2015, 210 tot 215.

⁶ Onder voorbehoud van de algemene opmerking.

Artikelen 11 en 12

1. Artikel 11, 1°, van het ontwerp strekt tot vervanging van artikel 3, eerste lid, van het koninklijk besluit van 8 maart 2001, dat betrekking heeft op de examencommissies.

Zo wordt bepaald dat “[d]e commissies van de taalexamens zetelen onder het voorzitterschap van de directeur-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning of van zijn afgevaardigde, die een personeelslid van zijn directoraat-generaal of een externe expert bedoeld in artikel 4, § 2, eerste lid, derde streepje, kan zijn. De voorzitter is stemgerechtigd. Bij staking van stemmen is zijn stem doorslaggevend”.

Ter herinnering⁷ wordt erop gewezen dat delegatie een techniek is die erin bestaat dat een administratieve overheid (de delegatieverlener) een deel van haar (beslissings)bevoegdheid delegeert aan een overheid die hiërarchisch aan haar ondergeschikt is (de delegataris). In afwijking van het beginsel van de onbeschikbaarheid van de bevoegdheden en van de eenheid van de uitvoerende macht, wordt de bevoegdheidsdelegatie restrictief uitgelegd en kan ze derhalve slechts onder strikte voorwaarden plaatsvinden. *A fortiori* is dat het geval met een subdelegatie.

Artikel 11, 1°, van het ontwerp mag bijgevolg niet bepalen dat het voorzitterschap van de examencommissies door de directeur-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning wordt gedelegeerd aan externe experts.

Artikel 11, 1°, van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien.

2. Uit de hierboven geformuleerde opmerking vloeit bijgevolg voort dat artikel 12 van het ontwerp moet worden herzien, daar het het bedrag van de uurtoelage van de “externe voorzitters” vermeldt.

3. In het ontworpen artikel 4bis, vijfde lid, (artikel 12 van het ontwerp) dienen de vermeldingen “§ 1” en “§ 2” te worden vervangen door respectievelijk de woorden “eerste lid” en “tweede lid”.

Artikel 13

In artikel 13 van het ontwerp, dat ertoe strekt artikel 2, eerste lid, 1°, van het koninklijk besluit van 25 april 2005 te vervangen, dient men te schrijven: “voldoen aan de voorwaarden gesteld in artikel 16, § 1, ... (voorts zoals in het ontwerp)”.

Artikel 15

Artikel 15 van het ontwerp strekt tot vervanging van artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 april 2005.

⁷ P. GOFFAUX, *op. cit.*, 202 tot 210.

Volgens de ontworpen bepaling moet de beslissing worden gemotiveerd. Het voorschrift dat de beslissing wordt gemotiveerd, komt neer op een herhaling van wat reeds voortvloeit uit de wet van 29 juli 1991 'betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen'. De vermelding van dat vereiste is dan ook overbodig en moet worden weggelaten.

Artikel 20

Artikel 20 van het ontwerp bepaalt dat artikel 3, 1°, van het ontwerp in werking treedt een jaar na de inwerkingtreding van het ontworpen koninklijk besluit.

Het verslag aan de Koning moet op dat punt worden aangevuld met een toelichting van de reden van die specifieke inwerkingtreding.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET